



Hommage au Capitaine Mbaye DIAGNE : les officiels au premier rang

SOMMAIRE

Journée Internationale des Casques bleus à Dakar : La Salle de conférence commune du CINU et du HCDH/BRAO porte le nom du Capitaine Mbaye DIAGNE	3
Briefing sur l'ONU du Directeur du CINU de Dakar à l'intention des militaires américains en stage au Sénégal	4
Les Associations de donneurs bénévoles de sang préoccupées par les menaces de commercialisation des produits sanguins	5
Conférence ministérielle sur le renforcement de l'Etat de Droit : Vers la mise en place d'un centre en Afrique	6
Journée Internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale au Sénégal : inauguration du 1er centre d'accueil des femmes victimes de fistules	7
Lancement du processus pour la capture du dividende démographique au Sénégal	8
Soutien à l'alimentation scolaire : les femmes de Darsalam créent un jardin potager pour renforcer l'alimentation de leurs propres enfants	9-10
Fenêtres sur l'Agriculture : Pastoralisme, Résilience et innovations au menu	11
Formation sur la gestion des situations d'urgence du HCR pour la première fois en Afrique	12-14
Célébration de la Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie	15-16



L'INAUGURATION DE LA SALLE DU CAPITAINE Mbaye DIAGNE EN IMAGES



Les honneurs militaires



Inauguration de la Salle du Capitaine Mbaye DIAGNE



La veuve du Capitaine Mbaye DIAGNE saluant les officiels



Table d'honneur



Une vue de l'assistance—Veuve du Capitaine Mbaye DIAGNE en bleu



Le public suit avec intérêt le film dédié au Capitaine Mbaye DIAGNE



Inauguration de la Salle du Capitaine Mbaye DIAGNE

Journée Internationale des casques bleus à Dakar : La salle de conférence commune du CINU et du HCDH/BRAO porte désormais le nom du Capitaine Mbaye DIAGNE



Les militaires prêts à rendre les honneurs à leur camarade de promotion

Pour marquer la journée internationale des casques bleus, le CINU et le HCDH/BRAO, en partenariat avec OXFAM et en collaboration avec le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU au Sahel ont organisé une cérémonie en hommage aux personnels civils et militaires des forces de maintien de la paix et à titre posthume au Capitaine Mbaye Diagne, observateur de la Mission des Nations-Unies au Rwanda, mort en héros.

C'est parce que l'héroïsme de cet officier sénégalais a valeur d'exemple pour l'humanité, les jeunes et toutes les composantes des sociétés que le CINU et

le HCDH/BRAO ont décidé de dénommer leur salle de conférence commune sise dans leurs locaux des Almadies à Dakar « **Salle Capitaine Mbaye Diagne** » a expliqué Damian Cardona, Directeur du CINU.

On estime à un millier le nombre de personnes sauvées du génocide rwandais par le seul Capitaine Mbaye Diagne, au péril de sa propre vie. Le 31 mai 1994, ce dernier rentre seul à l'état-major de la force quand un obus explose à côté de son véhicule. Il est tué immédiatement à 12 jours de son retour au Sénégal où il laisse sa femme et deux enfants.

C'est en présence de sa famille, des plus hautes autorités de l'Armée et de la Gendarmerie sénégalaise, du Gouvernement du Sénégal, de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU et des Directeurs des bureaux et agences de l'ONU, du corps diplomatique, des Organisations Non Gouvernementales et des invités que les honneurs ont été rendus au Capitaine Mbaye Diagne par un détachement militaire.

Le film du cinéaste sénégalais, Moussa Sene Absa, dédié au Capitaine Mbaye Diagne a été projeté en avant première. Son titre : « **Niani, on nous tue, on ne nous déshonore pas** ».



Moussa Sène Absa (en bonnet, au premier plan) auteur du film sur le Capitaine Mbaye DIAGNE

Briefing sur l'Organisation des Nations Unies du Directeur du CINU à l'intention de militaires américains en stage à Dakar.



Le Directeur du CINU, Damian Cardona ONSES, expliquant aux militaires américains le fonctionnement de l'ONU

Le Directeur du Centre d'Information des Nations Unies de Dakar M. Damian Cardona ONSES, a reçu une dizaine de militaires américains pour leur faire une brève présentation orale de l'ONU, le lundi 1^{er} juin 2015 dans les locaux du CINU (Salle Nelson Mandela)

M. Damian Cardona Onses a expliqué aux militaires américains les missions des Opérations de maintien de la Paix en Afrique de l'Ouest. Il a présenté également le Système des Nations Unies au Sénégal avec les différentes agences qui le composent. Il a magnifié la coopération avec le Gouvernement du Sénégal et le Système des Nations Unies. Il leur a parlé de notre nouvelle salle com-



Photo de famille des militaires américains en compagnie du Directeur du CINU, M. Damian Cardona ONSES

Le Directeur du Centre d'Information des Nations Unies de Dakar M. Damian Cardona ONSES, a reçu une dizaine de militaires américains pour leur faire une brève présentation orale de l'ONU, le lundi 1^{er} juin 2015 dans les locaux du CINU (Salle Nelson Mandela)

M. Damian Cardona Onses a expliqué aux militaires américains les missions des Opérations de maintien de la Paix en Afrique de l'Ouest. Il a présenté également le Système des Nations Unies au Sénégal avec les différentes agences qui le composent. Il a magnifié la coopération avec le Gouvernement du Sénégal et le Système des Nations Unies. Il leur a parlé de notre nouvelle salle com-



Les militaires américains visualisent le film sur l'ONU

une mune baptisée « *Capitaine Mbaye Diagne* » inaugurée lors de la célébration de la Journée internationale des casques bleus. Il a fait une brève présentation du Capitaine Mbaye DIAGNE, en incitant sur sa bravoure lors du génocide rwandais de 1994. il a sauvé des milliers de personnes.

Il a également insisté sur la présence de plusieurs bureaux régionaux des Nations Unies au Sénégal, hormis ceux qui couvrent uniquement le pays hôte.

La version anglaise du film intitulé « *l'ONU : c'est notre monde* » a été visualisé par les militaires américains pour montrer un aperçu des activités de l'ONU à travers le monde.

Un deuxième groupe de militaires américains est attendu en juillet 2015 pour un briefing sur l'ONU.

Les Associations de donneurs bénévoles de sang préoccupées par les menaces de commercialisation des produits sanguins.

« *Le don du sang bénévole et les enjeux économiques* », tel est le thème du Séminaire régional de la Fédération internationale des organisations de donneurs de sang (FIODS) qui s'est déroulé à Dakar le 14 mai 2015.



Photo de famille des participants au séminaire de la fédération internationale des organisations de donneurs de sang (FIODS)

dération internationale des organisations de donneurs de sang (FIODS) qui s'est déroulé à Dakar le 14 mai 2015.

Organisée en collaboration avec l'Association nationale des donneurs de sang bénévoles du Sénégal (ANDOBES), avec le soutien du Ministère de la Santé et de l'Action sociale et l'appui technique du Bureau de l'OMS, cette importante rencontre a enregistré la participation de représentants de 7 pays africains.

Dans son allocution à la cérémonie d'ouverture, le Représentant de l'OMS a souligné que le « *sang est précieux, sauve des vies mais il a un coût souvent élevé lié*

aux opérations de gestion de la chaîne du produit qui nécessitent des investissements lourds et onéreux. D'où la nécessité de mener une réflexion approfondie afin de proposer des stratégies de financement appropriées, de la collecte à la transfusion sanguine ».

D'emblée, le Secrétaire général de l'ANDOBES avait tiré sur la sonnette d'alerte par rapport à la menace qui pèse sur les valeurs du don de sang. Selon Thierno Lecompte Seck, « *le don bénévole de sang a toujours été perçu comme offrant les meilleures garanties pour assurer la sécurité des produits sanguins. Aujourd'hui, cette sécurité est menacée. En effet la multiplication des produits dérivés sanguins, leur stabilisation et leur sécurisation impliquent une technicité coûteuse qui tend à transformer le sang gratuit en objet commercial* ».

En écho à la préoccupation du Secrétaire général de l'ANDOBES, le Directeur des Etablissements de santé du Ministère de la Santé et de l'Action sociale, M. Saliou Diallo, a soutenu que « *le bénévolat et le*

volontariat doivent rester des valeurs à conserver pour garantir l'éthique du don de sang mais également la sécurité de la transfusion et la pérennité de l'approvisionnement ».

Pour sa part, Mr Farid Belouafi, Délégué continental de la FIODS pour l'Afrique a mis l'accent sur la mission de sensibilisation, de recrutement et de fidélisation des associations de donneurs de sang. Selon lui, le don de sang permet de sauver des vies et celui qui sauve une vie a sauvé l'humanité toute entière.



Le Représentant de l'OMS reçoit une médaille du Royaume du Maroc, des mains du Délégué continental de la FIODS pour l'Afrique.

Conférence ministérielle sur le renforcement de l'Etat de Droit : vers la mise en place d'un centre en Afrique.

L'ouverture de la Conférence ministérielle sur le renforcement de l'état de droit et la lutte contre la corruption sous la présidence effective du Président du Sénégal Macky Sall a été marquée par la réaffirmation mais aussi l'engagement des participants à relever les défis à ces deux niveaux.

C'est ce qui ressort des allocutions d'ouverture prononcées par M. Abdoulaye Mar DIEYE, Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique, PNUD et le Procureur Général du Qatar Dr. Al bin Fetais Al-Marri.

Pour Le Président Macky Sall ; **« la problématique touche à la diversité des systèmes de valeurs sociétales, à la vie quotidienne du citoyen, mais également à des philosophies et choix politiques divers, qui conditionnent l'organisation institutionnelle, normative et juridictionnelle des Etats ».**

La principale grande annonce de la journée est l'ouverture prochaine à Dakar d'un Centre pour le renforcement de l'état du droit en Afrique, grâce au partenariat entre le PNUD et le Qatar. Le centre va capitaliser sur les expériences d'un des meilleurs centres qu'est le Centre de Qatar.

« L'Afrique, subit, du fait de la corruption et autres transactions illicites, une hémorragie financière de l'ordre de 60 milliards de dollars par an ; soit plus que l'aide publique au développement nette reçue par le continent ; et autant que les transferts de fonds des émigrés » a réitéré le Directeur Abdoulaye Mar Dieye ; lors de la Conférence de presse qui a suivi la cérémonie d'ouverture. **« Cette Hémorragie financière doit cesser, afin qu'on puisse s'atteler au développement de nos villes, »** a-t-il ajouté

Le ministre de la Justice du Sénégal ; M. Sidiki Kaba et le Procureur du Qatar ont réitéré leur engagement à travailler ensemble avec le PNUD à la consolidation de l'état de droit et la lutte contre la corruption.

La cérémonie officielle d'ouverture a été précédée par la réunion des experts qui aura permis de faire l'état des lieux sur la primauté du droit et la lutte contre la corruption, notamment sur les forces et les faiblesses.

La Conférence ministérielle ouverte ce matin à Dakar poursuit ses travaux jusqu'au jeudi. Plus de 13 ministres africains de la Justice, de dirigeants d'institutions internationales, d'experts du PNUD, et représentants d'Organisations de la société civile et d'ONG vont se pencher sur plusieurs thématiques sur les modes innovants de règlements des conflits et de la violence en Afrique ; l'Etat de droit et développement économique et humain, les mécanismes de lutte contre la corruption.



Le Présidium de la Conférence ministérielle (Son Excellence Macky SALL, Président de la République du Sénégal (au centre)

Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale au Sénégal Inauguration du premier centre d'accueil des femmes victimes de fistules



Mariama SARR, Ministre de la femme, de la famille et de l'Enfant, coupant le ruban symbolique devant Andréa DIA-GNE, Représentante Résidente de l'UNFPA

La Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale au Sénégal a été célébrée le vendredi 22 mai au Sénégal sur le thème « **Mettre fin à la fistule, rétablir la dignité des femmes** ». A cette occasion, la maison d'accueil et d'appui à la réinsertion des femmes victimes de fistules obstétricales "**Diwaanu Tawfeex**" été inaugurée par le Ministre de la femme, de la Famille et de l'Enfant, Mariama Sarr et la Représentante Résidente de l'UNFPA, Andréa Wojnar Diagne, en présence du Directeur de la Santé de la Reproduction, Dr Bocar Daff, et du Pr Serigne Maguèye Guèye, Chef du Service urologie de l'Hôpital Général Grand Yoff.

Les femmes victimes de fistule au Sénégal, vivant dans les zones éloignées du pays, souvent éprouvées par la souffrance, étaient confrontées à un parcours difficile dans la prise en charge. Désormais, elles peuvent retrouver espoir grâce à l'ouverture la maison d'accueil et d'appui à la réinsertion. D'un coût de 31 millions de FCFA, le bâtiment entièrement réfectionné et équipé par le Fonds des Nations Unies pour la Population, a été réceptionné par le Ministre de la femme, de la Famille et de l'Enfant. « **La structure d'assistance est un symbole d'espoir d'une vie meilleure pour ces femmes et filles** », s'est félicitée Mariama Sarr.

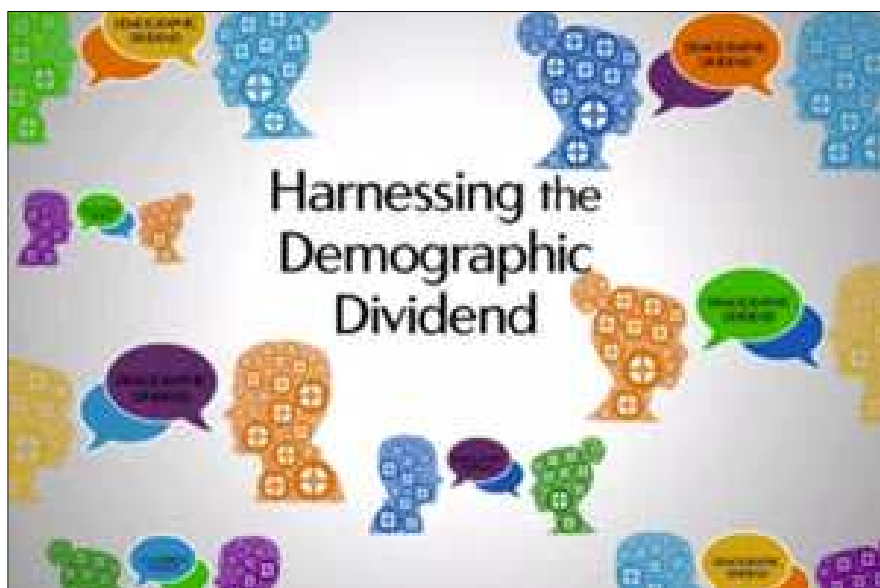
Pour Andrea Diagne : « **la maison d'accueil va permettre de renforcer la coordination de la prise en charge holistique de la fistule obstétricale et de faciliter l'accès des femmes au programme du Ministère de la famille** ». D'une capacité de vingt lits, la structure va accueillir les femmes porteuses de fistules obstétricales qui auront été identifiées et orientées par les ONG sur le terrain. Sur place, elles bénéficieront d'un appui psychosocial avant et après leur prise en charge médicale et d'une formation pour des activités génératrices de revenus en vue de leur réinsertion socioéconomique.

La fistule touche plus de 2 millions de femmes et de filles dans le monde et la plupart dans les pays en développement alors qu'elle est quasi absente dans les pays développés. Ce sont majoritairement des femmes et des filles qui n'ont toujours pas accès à des services de santé sexuelle de qualité, notamment aux soins obstétricaux d'urgence.

Depuis 2003, la Campagne mondiale pour éliminer les fistules, sous le leadership du Fonds des Nations Unies pour la population et, avec le soutien de plus de 90 partenaires mondiaux et nationaux, a permis de réparer plus de 57 000 femmes au cours de ces 12 dernières années.

Au Sénégal, on estime à 400 le nombre de cas de fistules attendus chaque année. Depuis le début de la mise en œuvre de la Stratégie en 2005, l'initiative sénégalaise de lutte contre les fistules obstétricales a permis de traiter près de 1000 femmes, grâce à l'ensemble des partenaires.

Lancement du processus pour la capture du dividende démographique au Sénégal



Le Sénégal bénéficie des conditions pour exploiter le dividende démographique. C'est ce qui est ressorti de l'atelier de lancement du processus sur le dividende démographique, tenu le 12 mai dernier, au King Fadh Palace, en présence du Secrétaire Général du Ministère de l'Economie des Finances et du Plan, M. Cheikh Tidiane Diop, de la Représentante du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Mme Andréa Wojnar Diagne et du Coordonnateur Résident du Sys-

tème des Nations Unies, Mme Binetou Djibo.

La rencontre organisée par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) avait pour but de sensibiliser les principaux acteurs (décideurs, partenaires techniques et financiers, experts des ministères sectoriels, société civile, ONG) sur le concept de dividende démographique en vue de créer une synergie dans l'élaboration d'un document de référence.

Pour Mme Andréa Diagne, « ***cet atelier est une occasion exceptionnelle de faire progresser au Sénégal la connaissance et la compréhension globale du concept de dividende démographique et d'asseoir une véritable appropriation nationale du processus*** ».

Le dividende démographique, c'est le bénéfice qu'un pays tire de la capacité de sa population, notamment de la jeunesse, pour booster son économie. Autrement dit, c'est l'accélération de la croissance économique qui peut résulter d'une évolution de la structure par âge de la population. Mais l'exploitation du dividende démographique n'est pas automatique. Elle nécessite des investissements stratégiques dans la santé, l'éducation, la politique économique et la gouvernance.

Pour la Représentante Résidente de UNFPA, « ***la spectaculaire croissance économique des pays de l'Asie de l'Est, estimée entre 30 et 50 %, est liée au fait que les pays ont su saisir l'opportunité du dividende démographique*** ».

M. Cheikh Tidiane Diop, a pour sa part, souligné que cette opportunité s'offre au pays. « ***Le Sénégal présente, des conditions satisfaisantes de l'évolution de sa population pour la capture du dividende démographique*** », s'est-il dit convaincu. Il a réaffirmé l'engagement du Gouvernement à ne ménager aucun effort pour la réussite de ce grand chantier.

L'atelier a été également l'occasion de partager la feuille de route pour l'élaboration du document de référence sur le dividende démographique et le projet d'arrêté Ministériel pour la mise en place du Comité de pilotage.

Soutien à l'alimentation scolaire : Les femmes de Darsalam créent un jardin potager pour renforcer l'alimentation de leurs propres enfants.

L'école Sitapha Sané du village de Darsalam (dans la région de Ziguinchor) a été créée en 1973. En 42 ans d'existence, elle a vécu les impacts du conflit casamançais notamment la prolifération des mines anti-personnelles ; une des raisons qui avaient fait baisser le taux de fréquentation des élèves dans bon nombre d'écoles dans la région. L'installation de la cantine à l'école, appuyée par le PAM pour offrir au moins un repas chaud aux 120 élèves de l'établissement, a fortement contribué à la mobilisation de la communauté autour de l'école.



Une femme dans son jardin potager

Depuis le début de l'appui du PAM en 2002, l'école Sitapha Sané de Darsalam reçoit régulièrement des vivres composés de céréales, légumineuses, d'huile, de sel iodé et récemment de farine enrichie et de conserves de poisson. Ce panier alimentaire devait être complété par les cotisations des parents d'élèves pour l'achat de condiments, de légumes, de poisson ou de viande...

Mais compte tenu de la précarité dans certains ménages, le comité de gestion de l'école (CGE) était souvent confronté à des problèmes dans la collecte de ces cotisations. Le directeur d'école Mr Dramé, té-

moigne : *« Les femmes de Darsalam ont réveillé la Cantine. En réalité, pour le recouvrement des cotisations, nous n'avions jamais atteint les 30 %. Mais, grâce à l'organisation des femmes, notamment la Trésorière du CGE qui occupe la même fonction dans l'Association des femmes du village, un prélèvement direct est opéré sur les cotisations lors de leurs rencontres hebdomadaires. »*

En plus de ces cotisations mensuelles, la préparation des repas revient également à la communauté. Le directeur de l'école, rend hommage à ces femmes qui se sont portées volontaires pour préparer le repas de la cantine : *« Avant cette implication de l'Association des Femmes, on ne cuisinait que 2 ou 3 jours par semaine car celles-ci étaient occupées par les récoltes dans les rizières. Aujourd'hui, c'est obligatoire pour toutes les femmes de participer à la cuisine. Si une femme s'absente, elle paie immédiatement une pénalité ; et personne ne veut en arriver là. »*

Les femmes de Darsalam ne se sont pas arrêtées là ; elles ont en effet repris le jardin scolaire initié par l'encadrement pédagogique en vue de diversifier les repas de la cantine. Madame Aissatou SAGNA, Présidente de la Commission « *Cantines Scolaires* », est aujourd'hui fière de cette initiative : *« J'ai pris l'initiative de démarrer le jardin scolaire car ces élèves sont nos propres enfants et le PAM nous a déjà beaucoup appuyé à travers les vivres ; en plus, les femmes n'avaient pas encore le temps de s'en occuper étant prises par les récoltes. J'ai personnellement acheté les semences au CRETF. Les légumes récoltés nous permettent d'enrichir les plats et le surplus est vendu aux militaires.*

L'argent de la vente permet de faire le marché pour la Cantine. »

L'engagement des femmes de Darsalam auprès de la cantine de Sitapha Sané prouve que la communauté s'est bien appropriée du programme d'alimentation scolaire mis en place par le Gouvernement avec le soutien du PAM. Ainsi en plus de leur contribution à la cantine de l'école de leur village, elles ont aussi décidé de cultiver du niébé (haricot local) qu'elles pourront vendre au PAM et approvisionner le programme de cantines scolaires.

Cette année, ces femmes ont gagné le concours du Chef de l'Etat pour la revalorisation du papayer qui est considéré comme une espèce en voie de disparition. Elles sont en train de mettre en place des pépinières pour 40 000 pieds qui seront ensuite distribués au niveau toute la Casamance naturelle. En plus, elles s'activent dans la teinture, le jardinage, la vente de fruits de saison et du

**Les femmes en action**

charbon. Elles disposent même d'une caisse de Crédit – Epargne Interne et d'une Caisse de Solidarité.



Fenêtres sur l'agriculture : Pastoralisme, Résilience et Innovations au menu.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Initiative Prospective Agricole Rurale (IPAR) ont organisé, le vendredi, 8 mai 2015, la 7^{ème} Edition de « Fenêtre sur l'agriculture », sur le thème « L'élevage pastoral et la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal : Quelle contribution des nouvelles politiques et initiatives d'appui au renforcement de la résilience ? ».

A travers cette nouvelle édition de la rencontre multi-acteurs, la volonté de la FAO et de l'IPAR était de



contribuer au débat sur le rôle de l'élevage pastoral dans le renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience, à la fois dans une perspective nationale, régionale et sahélienne. Les échanges ont ainsi permis d'énoncer un certain nombre de recommandations en vue de l'amélioration de la

résilience des communautés pastorales.

Dans son mot d'ouverture, M. Vincent Martin, Représentant de la FAO au Sénégal, a souligné l'importance de saisir l'opportunité d'aborder la question pastorale, qui revient sur le devant de la scène, notamment avec la mise en place du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS), financé par la Banque Mondiale. Il a hautement insisté sur la nécessité de mettre en place des démarches innovantes, à caractère multisectoriel, incluant une large concertation et une dimension régionale et transfrontalière.

Le panel, composé d'experts, de représentants des organisations de producteurs et d'acteurs du terrain, a permis de cerner les enjeux de ce débat. Au cours des échanges, les participants ont notamment appelé à une approche intégrée et centrée sur les exploitations, qui remette les agro-pasteurs au cœur du développement.

Le Dr. Mamadou Ousseynou Sakho, Secrétaire Général du Ministère de l'Elevage et des Productions Animales, a par ailleurs mis en lumière l'augmentation constante de la demande en protéine, notamment dans les zones urbaines, ainsi que les questions foncières soulevées par la réforme à venir au Sénégal. Intervenant au nom de Madame la Ministre Aminata Mbengue Ndiaye, il a tenu à saluer ce cadre de dialogue et de propositions, initié par la FAO et l'IPAR.

Organisée sous l'égide du Ministère de l'Elevage et des Productions Animales (MEPA), la rencontre s'est tenue au Centre d'Information des Nations Unies (CINU)/ Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) et a réuni une centaine de participants, dont des représentants du gouvernement, des partenaires techniques et financiers, de la recherche, mais aussi du secteur privé, des organisations de producteurs et de la société civile.

La formation sur la gestion des situations d'urgence du HCR pour la première fois en Afrique.



Photo de groupe de participants et de "réfugiés" ayant pris part à l'exercice de simulation dans le village de Mont Roland, près de Thiès

Imaginez la scène suivante: des travailleurs humanitaires sont appelés en urgence dans une région qui fait face à un afflux de réfugiés. Sur leur chemin pour les aider, l'équipe arrive à un poste de contrôle militaire : échanges cordiaux avec les agents des forces de l'ordre, quelques informations sur la situation générale dans la région, **«tout est sous-contrôle»** leur disent les soldats. Soudain, des rafales de mitraillettes retentissent à quelques mètres, des bruits assourdissants d'explosifs, des armes automatiques qui crépitent, des cris. Des bandes armées sortent des buissons, et donnent l'ordre aux humanitaires

de se coucher, les brutalisant pour finalement leur imposer une cagoule sur la tête avant de les emmener vers une destination inconnue...

Imaginez encore 10.000 réfugiés qui passent une frontière du jour au lendemain, fuyant les exactions de leur gouvernement ou de groupes rebelles. Ils ont faim, soif, ils sont sans abris, il y a des blessés parmi eux. Ils ont un besoin urgent d'assistance.

Ces scénarios sont une réalité pour les travailleurs humanitaires dans le monde. Afin de mieux les préparer à de telles éventualités, les équipes de préparation aux situations d'urgence du HCR basées à Genève et Budapest ont donc organisé du 13 au 22 mai un exercice de simulation pour quelque quarante participants de cette session de l'atelier sur la gestion des situations d'urgence. Plus connue sous son acronyme anglais de WEM (Workshop on Emergency Management), cette formation a été hébergée à la base militaire de la ville de Thiès. Les participants venaient d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe.

L'extension de cet exercice au continent africain, jusqu'à présent organisé en Europe, représentait un véritable défi pour les organisateurs, notamment pour trouver des financements. **«Organiser le WEM en Afrique et en français a toujours fait partie de nos projets »**, affirme Johanna Haenner, chargée du déploiement des employés du HCR dans les opérations d'urgence au HCR à Genève. **« Il y a deux ans, au cours d'une réunion avec des bailleurs, nous leur avons fait la proposition d'organiser cet exercice sur le continent africain et nous avons trouvé une oreille attentive auprès de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) de la confédération Suisse, qui a décidé de financer ce premier WEM en Afrique »**.



Les 40 participants arrivent sur le lieu où auront lieu les exercices de simulation et reçoivent les instructions sur l'agenda des prochains jours. Ils dormiront sous les huit tentes aménagées à cet effet;

Une grande partie des urgences humanitaires dans le monde se déroulent en Afrique, y compris dans les pays francophones. Il était donc temps d'élargir cette formation à ce continent ». Tout a donc été mis en œuvre du point de vue de la logistique, du transport et de l'hébergement pour permettre aux participants d'être dans de conditions acceptables mais réelles de travail en urgence.

« Le WEM est une combinaison de cours théoriques dispensés par des instructeurs expérimentés et de pratique » explique Mathijs Le Rutte, Représentant régional ad-

joint chargé de la Protection pour le HCR en Afrique de l'Ouest. **« Le cœur de cette formation reste de renforcer le travail en équipe tout en étant sous pression dans une situation d'urgence »**. Une vingtaine de spécialistes en santé, droit, ressources humaines, administration et finances, programme, media, télécommunications, logistiques, gestion de base de données, cartographie et sécurité, venus de la Suisse, de la République démocratique du Congo et du Sénégal constituaient l'équipe des instructeurs.

Les formateurs ont dispensé des cours théoriques dans leurs différents domaines de compétence les cinq premiers jours. Puis la formation théorique a rapidement fait place à la pratique: les participants ont été transférés sur un site de simulation situé à 20 kilomètres de Thiès où ils ont campé. Les militaires sénégalais ont assuré la construction du site avec des commodités minimales de vie. Huit grandes tentes ont été dressées et équipées de lits, de matelas et de moustiquaires. Le site a été approvisionné en eau potable et un générateur électrique a également été installé.

Durant quatre jours et trois nuits, les participants, organisés en quatre équipes de dix personnes, ont participé à des exercices de simulation. **« Ici, les travailleurs humanitaires sont dans un environnement d'exercice plus proche de la réalité avec ce qu'ils vivront en situation de crise »** explique Isabelle Emmanuelli, chargée du déploiement des fonctionnaires sur le terrain pour les opérations d'urgence. **« Et ça, ça fait une grande différence avec les WEM habituellement organisés en Europe »**.

Quant aux participants, ils souhaitent être redéployés au plus vite pour mettre en œuvre ce qu'ils ont appris. **« Nous avons énormément appris »** affirme Gédéon Nijimbere, de nationalité burundaise, en charge des services communautaires au bureau du HCR à Meiganga au Cameroun. **« Nous avons eu surtout la chance d'avoir des notions dans tous les domaines d'intervention du HCR. Cela fait dix ans que je travaille pour l'agence et je viens de découvrir ici par exemple comment ouvrir un nouveau bureau de terrain, comment utiliser le système de la géolocalisation (GPS), ou comment apporter les premiers secours à un accidenté »**.

« J'ai appris l'importance du travail en équipe », précise pour sa part Andrea Frey, participante hongroise, chargée de l'administration au bureau du HCR à Guiglo en Côte d'Ivoire. **« C'est une grande expérience pour moi. J'ai pu développer mes capacités à travailler avec les autres, ainsi que la solidarité et cela va beaucoup me servir dans mon travail en Côte d'Ivoire. »**

L'organisation de ce premier WEM en Afrique et en français est un pari gagné pour les organisateurs qui projettent déjà de le répéter. **« C'est une grande réussite pour nous et il faudra renouveler l'expérience »** estime Mathijs Le Rutte. **« C'était un véritable défi de d'organiser cet événement pour la première fois ici en Afrique. Nous devons cette réussite, entre autres, aux autorités sénégalaises qui n'ont ménagé aucun effort pour mettre à notre disposition le site de simulation et son aménagement, ainsi qu'aux militaires de la base militaire de Thiès qui nous accueillent et qui ont pris une part active dans les différents exercices de simulation ».** Les participants sont désormais davantage préparés physiquement et mentalement à faire leur travail dans des situations de crises.

Le WEM a été créé par le HCR en 1989 et la première simulation des opérations de terrain a eu lieu en 1998. Quatre sessions sont organisées chaque année et enregistrent des participants de divers horizons constitués essentiellement du personnel du HCR, mais aussi d'employés d'organisations non-gouvernementales et de bailleurs de fonds. Plus de 3.000 personnes ont été formées et déployées en urgence dans de nombreuses opérations de crise dans le monde.



Célébration de la Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie

A l'occasion de la journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie (17 mai), le Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, en collaboration avec l'Ambassade des Pays-Bas, ont organisé la projection du film « Call me Kuchu » suivi d'un débat avec des experts, le 18 mai 2015 à Dakar.

Environ une soixantaine d'invités ont assisté à cet événement, issus du corps diplomatique, du système onusien, de la société civile (associations communautaires, organisations des droits de l'homme, organisations dans la lutte contre le VIH/sida, médias) et du monde académique.

« *Call me Kuchu* » est un documentaire qui relate la situation particulièrement tendue des personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres en Ouganda. La discrimination, le harcèlement, les dénonciations, les coups et blessures, les viols correctifs et les meurtres font partie du lot quotidien. Un projet de loi en 2009 proposait l'introduction de la peine de mort pour comportement homosexuel dit « *aggravé* », ce qui avait attiré l'attention du monde entier.

Toutefois, le film présente une réalité plus complexe en allant au-delà de la victimisation. On y découvre une communauté LGBT militante qui travaille dur chaque jour pour changer leur sort, ainsi qu'un climat

social très contrasté avec la religion qui peut être un allié ou un vecteur de haine, puis des scènes de peur et de violence qui font alternance à des moments de joie.

Les 4 membres du panel pour le débat et le modérateur étaient issus d'organisations des droits de l'homme, du domaine scientifique et de la recherche, ainsi que des associations communautaires.

Le débat entre les panelistes et le public s'est mené autour des thématiques principales du film, avec une réflexion sur la réalité du Sénégal et des pays voisins. On a notamment parlé de l'engagement des associations communautaires et des autres défenseurs des droits de l'homme ; la violence, la stigmatisation et les discriminations auxquelles font face les personnes en raison de leur orientation sexuelle ou identité de genre réelles ou présumées. D'un autre côté, les difficultés d'accès aux services de base, y inclus dans le domaine de la prévention et du traitement du VIH/Sida ; la mauvaise interprétation et représentation du contexte sociologique et historique, ainsi que la politisation du débat ; l'impact des médias ; et l'influence des leaders politiques et religieux. Il a été aussi question des développements positifs dans la promotion



la protection des droits de l'homme des personnes LGBT, tel que la résolution 275 de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur la protection contre la violence et d'autres violations des droits humains de personnes sur la base de leur identité de genre ou orientation sexuelle réelle ou présumée.

En plus de l'encouragement au débat et à la réflexion, l'événement a permis de renforcer la coopération entre les participants et de construire des partenariats pour la promotion et la protection des droits de l'homme des personnes LGBT.

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, un groupe d'experts des Nations Unies en matière de droits humains, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, et le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe ont fait une déclaration intéressante. Ils encouragent les Gouvernements à protéger ces jeunes personnes et enfants contre la violence et la discrimination, et à prendre en compte leur point de vue sur les politiques et les lois qui ont un impact sur leurs droits.

En voici un extrait :

« La violence et la discrimination contre les enfants et les jeunes personnes LGBT et intersexués ont lieu à la maison, dans les écoles et dans les institutions. Les jeunes personnes LGBT sont trop souvent confrontées au rejet par leurs familles et communautés qui désapprouvent leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Ceci peut entraîner des taux élevés d'itinérance, d'exclusion sociale et de pauvreté. »

« Les lois qui, directement ou indirectement, criminalisent les personnes sur la base de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre exacerbent davantage la violence et la discrimination. Cela inclut les lois « anti-propagande gay » qui limitent arbitrairement les droits à la liberté d'expression et de réunion et menacent le travail des défenseurs des droits de l'homme et des organisations LGBT. Bien que l'on prétende que ces lois protègent les enfants, le résultat est habituellement l'exact opposé : elles entraînent de la violence contre les enfants et les jeunes activistes qui dénoncent les abus. Ces dernières, ainsi que d'autres lois discriminatoires, vont à l'encontre des standards internationaux relatifs aux droits humains et devraient être abrogées »

